



Sommet de l'OIT sur la crise mondiale de l'emploi (15-17 juin 2009)

Synthèse des débats des tables rondes

La coordination mondiale et régionale face à la crise de l'emploi

1. La première Table ronde du Sommet de l'OIT sur la crise mondiale de l'emploi s'est tenue le 15 juin 2009. Le modérateur était M. Charles Hodson, de CNN. La table ronde s'est intéressée à différentes initiatives liées à la coordination aux niveaux national, régional et mondial des réponses à la crise de l'emploi. Les principales questions étaient les suivantes: ces réponses sont-elles adaptées pour faire face aux défis posés par la crise dans les domaines de l'emploi et de la protection sociale? Contribueront-elles à un mode de développement durable? Les mesures nécessaires ont-elles été prises pour répondre aux besoins des pays en développement? Les participants étaient M. Kgalema Motlanthe, Vice-président, Afrique du Sud; M^{me} Sudha Pillai, Secrétaire d'Etat, ministère du Travail et de l'Emploi, Inde; M. Pascal Lamy, Directeur général, Organisation mondiale du commerce; M. Vladimir Spidla, Commissaire européen à l'emploi, aux affaires sociales et à l'égalité des chances; et M^{me} la Professeure Maria João Rodrigues, Conseillère spéciale de l'Union européenne sur la Stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi.
2. La plus grande partie du débat a porté sur le rôle et l'efficacité du sommet des dirigeants du G20 consacré à la stabilité, la croissance et l'emploi, qui s'est tenu à Londres en avril 2009. M. Motlanthe a fait remarquer que ce sommet s'est révélé être un forum informel mais important pour montrer la voie à suivre face à la crise actuelle. Bien que sa structure ait imposé des limites évidentes – son pays, l'Afrique du Sud, était par exemple la seule nation africaine représentée – le sommet a permis de faire entendre la voix des marchés émergents, et invité aux débats d'autres acteurs importants, tels que le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique. Le sommet a renforcé la coordination à l'échelle mondiale, et l'OIT a un rôle moteur à jouer dans ce processus. M^{me} Pillai a souligné que le langage du G20 est aussi celui de l'OIT. Les emplois créent de la richesse et doivent être placés au cœur du programme de relance. L'OIT préconise depuis longtemps des politiques qui protègent les plus vulnérables, sont favorables à la famille et contribuent au développement des compétences et à une croissance riche en emplois tout en tenant compte des différents stades de développement national. Préserver l'accès au crédit pour les petites et moyennes entreprises est également essentiel, tout comme la promotion des emplois verts. Un représentant du gouvernement du Royaume-Uni a noté que trois facteurs principaux ont contribué au succès de la réunion du G20. Premièrement, il a été largement reconnu qu'il faut centrer l'attention sur la protection des catégories les plus vulnérables et les plus pauvres de la société. Deuxièmement, il y a eu une convergence de vues sur la

nécessité d'une réponse mondiale tenant compte du fait que les politiques doivent être adaptées aux circonstances nationales. Enfin, la Conférence sur l'emploi, organisée par le Royaume-Uni avant le sommet, a renforcé la prépondérance de l'emploi dans les plans de relance.

3. En ce qui concerne la coordination entre les institutions multilatérales, le Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, a indiqué que le Directeur général du BIT, Juan Somavia, et lui-même, ont établi des relations de travail étroites. Les institutions qu'ils représentent s'efforcent toutes deux de veiller à ce que les négociations commerciales ne négligent pas la dimension sociale. Il faut néanmoins reconnaître que ce sont les Etats Membres qui détiennent véritablement le pouvoir dans les organismes multilatéraux. Il ne saurait y avoir de cohérence dans les mesures prises au niveau mondial pour faire face à la crise s'il n'y a au préalable une certaine cohérence dans les politiques nationales. Les Etats Membres ne peuvent pas réagir de manière différente selon les institutions avec lesquelles ils traitent. Reconnaissant la tendance qu'ont les Etats à protéger leur marché national pendant les périodes de récession économique, M. Lamy a souligné que les mesures protectionnistes nationales auront dans l'ensemble l'effet contraire à celui qui est escompté, dans la mesure où l'on peut s'attendre à ce que d'autres nations fassent de même, ce qui risque de porter préjudice aux secteurs tournés vers l'exportation, qui comptent beaucoup d'emplois bien rémunérés. De telles mesures auront en fin de compte des répercussions négatives. En outre, dans les pays en développement où peu de travailleurs sont couverts par un système de sécurité sociale, il est essentiel de maintenir un système d'échanges ouvert pour soutenir la croissance de l'emploi et le développement. M. Lamy s'est dit confiant dans l'aboutissement des négociations du Cycle de Doha malgré la récession actuelle due à la crise.
4. M. Spidla a formulé des observations sur les efforts continus que déploie l'Union européenne pour assurer la cohérence des politiques mises en œuvre par les Etats membres pour faire face à la crise. Ces initiatives ont consisté essentiellement à préserver les emplois existants, par exemple en améliorant l'accès au crédit ou en réduisant les heures de travail dans les entreprises qui connaissent un ralentissement temporaire; à promouvoir l'éducation et le développement des compétences nécessaires pour passer à l'économie du savoir; et à assurer l'accès au marché du travail et à la protection sociale aux personnes les plus défavorisées. En raison du taux de chômage des jeunes extrêmement élevé, la stratégie de l'Union européenne en matière d'emploi vise à augmenter le nombre de jeunes dans les programmes d'apprentissage et de formation. Une attention particulière doit être accordée aux aspects de la crise liés à l'égalité entre hommes et femmes. M. Spidla a conclu en soulignant le rôle important des partenaires sociaux dans l'élaboration et la surveillance des plans de relance, et a affirmé l'engagement de l'UE en faveur de l'Agenda pour le travail décent.
5. M^{me} Rodríguez, en réponse à une question concernant l'état d'avancement de la Stratégie de Lisbonne de l'UE, a fait observer que la croissance de l'emploi a été forte pendant la période qui a précédé la crise, et que le message initial de la stratégie reste d'actualité. Ce message appelle notamment à investir dans l'éducation et les qualifications pour tirer plus pleinement parti des progrès de la technologie, à promouvoir les politiques actives du marché du travail et à soutenir la croissance macroéconomique. Néanmoins, la crise oblige à réorienter les priorités afin de préserver les emplois existants et viables au moyen de mesures budgétaires de soutien. Enfin, pour que la cohérence de l'action mondiale devienne une réalité, il faut que tous les dirigeants, et pas seulement ceux du G20, s'engagent en faveur d'une stratégie de croissance à forte intensité d'emplois, et que les institutions des Nations Unies, les institutions de Bretton Woods et divers segments de la société civile coordonnent mieux leur action.

-
6. La plupart des intervenants se sont accordés à dire que les causes principales de la crise sont la régulation insuffisante des systèmes financiers et la gestion déficiente des institutions financières. M^{me} Rodrigues a souligné que la première priorité est la réforme du système financier. L'accent devrait être mis sur les investissements à long terme, en particulier pour soutenir la croissance des marchés intérieurs des pays en développement. M. Motlanthe a ajouté que restaurer la confiance dans les marchés financiers est un premier pas important vers le redressement. Plusieurs intervenants ont formulé des commentaires sur les conditions imposées par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international pour accéder au crédit, et souligné comment ces conditions ont entravé par le passé les mesures économiques et sociales nécessaires.
 7. D'une manière générale, les intervenants ont estimé que les politiques du Consensus de Washington ont échoué et qu'il faut élaborer un nouveau modèle de développement. M^{me} Pillai a souligné que sa délégation a fait bon accueil à la déclaration du G20 parce qu'elle met l'accent sur les valeurs essentielles de l'OIT et sur la nécessité de renforcer les cadres réglementaires. Dans sa déclaration, le G20 réaffirme la nécessité de soutenir l'aide au développement, ce qui est d'une grande importance pour les pays en développement qui cherchent à renforcer leur économie. Il est temps désormais que les dirigeants traduisent les objectifs de la déclaration du G20 en des propositions et programmes concrets, afin d'instaurer un esprit de solidarité et de s'assurer ainsi qu'un nouveau modèle de développement verra le jour. Sinon, les «vieilles habitudes» risquent de revenir une fois que la reprise sera en bonne voie. M. Trotman, Vice-président travailleur du Conseil d'administration du BIT, a souligné les difficultés particulières auxquelles sont confrontés les pays dont les économies dépendent d'un seul produit de base. Des efforts devraient être déployés pour diversifier la production. La plupart des intervenants se sont accordés à dire que l'Agenda du travail décent et le Pacte mondial pour l'emploi sont essentiels pour une reprise durable, car ils sont le fondement d'un développement économique et social à long terme.

La coordination, la coopération en faveur du développement et la crise mondiale de l'emploi

8. La deuxième Table ronde du Sommet de l'OIT sur la crise mondiale de l'emploi s'est tenue le 16 juin 2009. Les participants se sont intéressés au rôle de la coopération pour le développement dans la riposte à la crise mondiale de l'emploi. Les principales questions ont été les suivantes: faut-il réformer fondamentalement le système économique, ou simplement le modifier? Quelles mesures sont nécessaires pour faire face à la crise, et quel devrait être le rôle de la coopération au développement pour les appliquer? La coopération au développement peut-elle être coordonnée comme il convient et rendue à la fois transparente et participative? Quels changements faut-il dans la structure du modèle actuel de coopération internationale au développement et dans les principales institutions elles-mêmes? M. Paranjy Guha Thakurta était le modérateur. Les participants étaient: M^{me} Sharan Burrow, présidente de la Confédération syndicale internationale (CSI); M. Yogendra Kr. Modi, président et directeur général de la Great Eastern Energy Corporation Ltd. (Inde); M. Eckhard Deutscher, président du Comité d'aide au développement de l'OCDE; M. Kemal Dervis, vice-président de l'Institution Brookings; M^{me} Alicia Bárcena, Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes; et M. Marco Farani, Directeur de l'Agence brésilienne de coopération.
9. Un des principaux sujets de discussion a été la nécessité de revoir l'orthodoxie dominante en matière de développement économique, qui met l'accent sur la croissance mesurable du PIB en tant que principal indicateur de progrès. M. Dervis a insisté sur les liens supposés entre croissance économique et création d'emplois, liens qui sont fondamentaux pour

améliorer le bien-être. L'intervenant a souligné, d'une part, que ce lien est évident: la Chine par exemple, a besoin de 8 pour cent de croissance pour créer assez d'emplois pour sa population. D'autre part, un problème essentiel est que l'emploi a perdu de son élasticité ces dix dernières années, d'où un écart entre la croissance du PIB, d'un côté, et l'accroissement du nombre d'emplois et la hausse des salaires de l'autre. Cela se produit dans plusieurs pays, notamment les Etats-Unis, où la rémunération du travail a stagné. Malgré une hausse de productivité supérieure à 3 pour cent avant la crise, le revenu réel moyen des familles américaines ne s'est pas accru. Dans ce contexte, les intervenants se sont demandé si les systèmes économiques et financiers à l'échelle mondiale peuvent continuer de fonctionner comme ils l'ont fait jusqu'à maintenant. Ils ont exprimé des vues divergentes. M^{me} Burrow a souligné fermement que le monde ne devrait pas revenir aux pratiques antérieures, tandis que M. Modi a noté que les systèmes économiques et financiers à l'échelle mondiale ont, ces dernières décennies, permis une croissance considérable et, ce qui est plus important, créé des richesses pour beaucoup de gens dans le monde. Etant donné les contradictions et les tensions qui ont été mentionnées, M^{me} Bárcena a estimé qu'un pacte politique est maintenant nécessaire afin d'élaborer un cadre analytique pour le développement, ce qui n'est pas synonyme de croissance.

10. Toutefois, les intervenants ont convenu que dans le contexte actuel les mesures de création d'emplois doivent être un élément essentiel de l'action anticrise. Beaucoup ont félicité l'OIT de son action pour élaborer un Pacte mondial pour l'emploi, et demandé instamment qu'il soit donné tant au Pacte qu'à l'OIT un rôle primordial dans l'action internationale visant à coordonner la lutte contre la crise. M^{me} Burrow a mentionné les importants résultats de l'OIT dans ce domaine, y compris le rapport de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation, l'Agenda global pour l'emploi ainsi que la Déclaration sur la justice sociale que la Conférence a adoptée en 2008.
11. Toutefois, il est vraisemblable que pour promouvoir l'emploi, il faudra beaucoup de changements à court, moyen et long terme. M. Modi a rappelé que la crise actuelle est une crise dans le système financier, et non du système. L'absence d'accès au crédit contribue beaucoup à accélérer l'impact de la crise financière sur l'économie réelle. De plus, les entreprises sont en même temps affectées par la chute brutale de la demande. Par conséquent, s'il est essentiel de revoir le fonctionnement et la structure des systèmes financiers mondiaux, cela ne doit pas empêcher de rétablir puis de maintenir les liquidités financières, lesquelles sont essentielles pour créer des entreprises et les viabiliser et, finalement, pour créer des emplois.
12. Une question essentielle a été alors celle de savoir s'il faut redéfinir la réglementation nationale et internationale des marchés économiques et financiers et, dans l'affirmative, de savoir comment. Sur ce point, les intervenants ont de nouveau exprimé des vues différentes quant à la mesure dans laquelle il est nécessaire de modifier l'équilibre entre le marché et l'Etat. M^{me} Bárcena a fait valoir que l'on passe actuellement du modèle de la suprématie du marché à un autre qui donne un nouveau rôle à l'Etat, et M^{me} Burrow a convenu qu'il est urgent de mieux équilibrer marché et Etat. Pour sa part, M. Modi a souligné l'importance du rôle que joue l'Etat pour gérer le marché aussi efficacement que possible, y compris en fixant des règles pour créer des conditions favorables à l'activité économique. L'intervenant a demandé instamment aux Etats de ne pas prendre des mesures qui pourraient aller à l'encontre des buts recherchés et, en particulier, de ne pas mettre en œuvre d'autres réglementations, mais de se concentrer sur la création de réglementations appropriées, qui devraient être élaborées sur la base du consensus. Toute nouvelle approche en matière de réglementation devrait chercher à s'approcher davantage d'un équilibre entre l'Etat et le marché.
13. Néanmoins, la question de savoir quel serait le meilleur moyen de restaurer et de maintenir les liquidités financières ne dépend pas seulement du cadre réglementaire ou de l'éventuel

besoin d'une redéfinition. Avant tout, il s'agit de rétablir les moyens de financement. Et c'est là que la coopération pour le développement joue un rôle vital. A l'évidence, les institutions financières internationales agissent déjà dans ce sens. La Banque mondiale et son Fonds d'aide aux pays vulnérables et son Fonds d'intervention rapide dans le secteur social, ainsi que le FMI, ont entamé un programme de prêts accrus. Toutefois, les intervenants ont convenu qu'il est urgent d'apporter des réformes considérables à la coopération internationale pour le développement.

14. M. Deutscher a souligné qu'il est important que les donateurs internationaux donnent suite à leur engagement d'accroître le niveau de leur aide au développement, afin de tenir les promesses faites à la réunion du G20 à Londres, et précédemment à d'autres occasions, y compris à Gleneagles. Continuer à ne pas tenir ces engagements compromet la crédibilité politique. Ce problème est exacerbé par le fait que beaucoup des grands donateurs internationaux qui ne s'acquittent pas de leurs obligations continuent d'avoir un rôle prépondérant dans le contrôle qui est exercé au sein des institutions de Bretton Woods. A cet égard, M. Deutscher et M. Dervis ont convenu qu'il est essentiel de réformer les structures de gouvernance de ces institutions, afin que les pays en développement aient davantage confiance en elles. Cela étant, la question fondamentale est de savoir dans quelle mesure le modèle de développement en soi fait que les pays en développement continuent de jouer un rôle de second plan dans le processus, simplement à cause des problèmes auxquels ils se heurtent et qui ont été accentués par la crise actuelle.
15. M^{me} Bárcena et M^{me} Burrow ont souligné que les institutions de Bretton Woods doivent réformer leurs prescriptions et en particulier qu'elles devraient abandonner la conditionnalité des prêts qui est reliée à la politique économique et sociale. M. Farani a estimé essentiel d'inscrire les questions sociales à l'ordre du jour, national et international. M. Dervis a fait observer que l'un des problèmes considérables que comporte la pensée dominante en matière de développement, c'est que, récemment encore, l'emploi et la dimension sociale étaient considérés comme des questions secondaires et non comme parties intégrantes de l'action internationale menée pour promouvoir le développement et la croissance.
16. Le débat sur les politiques des institutions internationales a porté aussi sur la nécessité de trouver un équilibre entre la cohérence de la coopération pour le développement et la flexibilité pour poursuivre les objectifs de développement. M. Deutscher a fait remarquer qu'une coordination pratique est souhaitable entre les institutions et les personnes qui travaillent sur le terrain dans le domaine de la coopération pour le développement et, ce qui est plus important, qu'il faut coordonner les politiques de développement elles-mêmes et aussi par rapport aux autres domaines d'action. Par exemple, il n'est pas viable d'essayer de promouvoir le développement agricole dans le Sud tout en maintenant des subventions pour les producteurs du Nord, car dans la pratique cela empêche d'accéder aux marchés.
17. M^{me} Bárcena a souligné l'importance d'un cadre d'action suffisamment flexible pour permettre aux Etats de définir leurs politiques économiques en fonction de priorités nationales. Entre autres, l'intervenante a noté que ce sont les Etats qui ont adhéré le plus au Consensus de Washington – c'est-à-dire les Etats dont les économies étaient le plus orientées vers l'exportation – qui ont souffert le plus et les premiers de la crise actuelle. M^{me} Burrow a convenu que les Etats doivent élaborer leur propre approche du développement économique afin de renforcer leur économie nationale pour qu'elle puisse participer à un système commercial mondial ouvert. Pour la CSI, l'objectif essentiel doit être de mettre en place des économies nationales solides qui reposent sur la demande intérieure. Cela requiert à son tour l'espace économique nécessaire pour assurer des salaires minimum et une protection sociale appropriés, qui seront soutenus par une négociation collective qui protégera contre la spirale déflationniste des salaires, ainsi qu'un dialogue social effectif, lequel pourra jouer un rôle essentiel pour garantir la viabilité des

entreprises. M. Dervis a aussi souligné l'importance des salaires et du réexamen des postulats économiques relatifs au niveau des salaires et aux modalités de leur fixation. Comme l'a fait observer cet intervenant, la réflexion récente sur les modalités de fixation des salaires du point de vue économique a insisté sur l'équité qui doit exister dans la capacité de négociation des parties, et sur l'impact de cette capacité.

18. Les intervenants ont convenu que le dialogue social et une société civile dynamique sont des éléments essentiels du cadre international pour le développement. M. Deutscher a souligné fermement qu'il est important que les syndicats aient assez de latitude pour agir directement avec les institutions internationales afin de faire valoir l'importance de la politique économique et sociale. M^{me} Bárcena et d'autres intervenants ont souligné le rôle primordial que la société civile peut jouer pour pousser les donateurs et les institutions à tenir leurs engagements, afin de garantir la cohérence de l'action et, plus généralement, afin que les institutions internationales de développement soient transparentes et rendent compte de leur action.

La gestion des agendas nationaux en matière d'emploi en temps de crise

19. La troisième Table ronde du Sommet de l'OIT sur la crise mondiale de l'emploi s'est tenue le 16 juin 2009. Les participants se sont penchés sur la question de la gestion et de la promotion des agendas nationaux en matière d'emploi en cette période de crise. Ils ont expliqué quels étaient les principaux problèmes auxquels se heurtent leurs pays, et qui sont notamment la chute des cours des matières premières et l'effondrement de la demande. Les pays qui sortent de crises politiques et sociales antérieures à l'actuelle crise financière mondiale doivent répondre à des besoins urgents – en particulier la nécessité de démobiliser et rapatrier les anciens combattants, ainsi que de réinstaller les réfugiés qui reviennent. Les participants ont décrit les mesures que leurs pays ont prises pour faire face à la crise: beaucoup ont insisté sur les mesures destinées à protéger les emplois et maintenir la protection sociale, ainsi que sur l'investissement à plus long terme dans l'éducation, la santé et les infrastructures. Un certain nombre de pays ont adopté de nouvelles politiques nationales, notamment par le biais d'institutions et de mécanismes qui facilitent le dialogue social. M. Charles Hodson, de CNN, a assuré le rôle de modérateur de la discussion au cours de laquelle sont intervenus M. Goodluck Ebele Jonathan, Vice-président du Nigéria, M. Stephen Kalonzo Musyoka, Vice-président du Kenya, M. José Luis Guterres, Vice-Premier ministre de Timor-Leste, M. Kgalema Motlanthe, Vice-président de l'Afrique du Sud, M. Rafael Alburquerque de Castro, Vice-président de la République dominicaine, et M. Yves Sahinguvu, Vice-président du Burundi.
20. Dans la plupart des pays représentés à cette table ronde, la crise financière mondiale cause des problèmes similaires. Le Nigéria, par exemple, qui est l'un des principaux pays producteurs et exportateurs de pétrole a souffert de la chute spectaculaire du cours du pétrole provoquée par la crise actuelle. Les mines de diamant, d'or et de platine d'Afrique du Sud ont été touchées, non seulement en raison de la chute des cours, mais également en raison du déclin de la demande. En effet, le caractère interdépendant de l'économie mondiale a aggravé le problème de la contraction de la demande de certaines matières premières. Dans le cas de l'Afrique du Sud, par exemple, le ralentissement mondial de l'industrie automobile – qui affecte lui aussi le pays – a également entraîné une chute de la demande de platine. Comme l'a souligné le Vice-président de la République dominicaine, la diminution des cours des matières premières et des recettes qu'elles procurent a engendré des déficits budgétaires et, par conséquent, des difficultés pour créer des emplois et assurer la protection sociale.

-
21. Les suppressions d'emplois au niveau mondial ont eu une incidence sur les revenus du Nigéria, de la République dominicaine et du Kenya à cause de la diminution brutale des fonds envoyés par leurs diasporas respectives. La République dominicaine et le Kenya ont enregistré une considérable baisse des revenus du tourisme, tandis que le Burundi a subi les répercussions de la crise sur le niveau de l'aide internationale. Qui plus est, comme l'a fait remarquer M. de Castro, de nombreux pays sont touchés par la réduction des moyens des institutions financières internationales. Le récent appel à la recapitalisation de la Banque interaméricaine de développement n'a fait que souligner l'urgence des demandes.
22. L'un des problèmes essentiels est que de nombreux pays connaissaient déjà d'importantes difficultés avant de subir l'impact de la crise actuelle. Le Burundi, par exemple, avait un marché du travail fragile. Le Nigéria était lui aussi confronté à d'importants obstacles d'ordre structurel. Bien que le pétrole lui procure des revenus non négligeables, sa très nombreuse population – quelque 140 millions de personnes – entrave considérablement ses efforts de développement économique et social.
23. Le Burundi et le Timor-Leste sont tous deux en proie aux innombrables problèmes que connaissent les pays qui sortent d'un conflit. Dans le cas du Burundi, près de 80 000 anciens combattants doivent être réinsérés dans la société. En outre, le pays tente de réinstaller un grand nombre de réfugiés: 100 000 en 2008 et 40 000 en 2009. Le Timor-Leste, lui, est toujours confronté aux conséquences de son propre cheminement vers l'indépendance, et notamment à la nécessité de porter assistance à quelque 100 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays. Dans ces deux pays, il est évident que l'arrivée de la crise financière mondiale pourrait avoir des effets bien plus graves que cela n'aurait autrement été le cas. Le Burundi a déjà dû stopper des programmes de création d'emploi pour les anciens combattants, qui étaient financés par des fonds internationaux. Cela pose la question de savoir si ces anciens combattants ne vont pas revenir à ce qu'ils faisaient avant les accords de paix. Par conséquent, il n'est pas exagéré de dire que dans certains pays, la crise financière mondiale met en péril des accords de paix fragiles, et pourrait facilement rallumer des conflits résolus depuis peu de temps seulement.
24. Pour faire face à ces problèmes, les pays représentés à la table ronde ont mis en place des mesures pour tenter de dynamiser leur économie ainsi que de préserver les emplois existants et les niveaux de protection sociale. La République dominicaine cherche à résoudre les difficultés financières en diminuant les taux d'intérêt des prêts à court terme et voudrait injecter plus de 300 millions de dollars dans l'agriculture, le bâtiment et les PME – étant donné que cela peut avoir un effet multiplicateur important qui stimulerait la demande dans ces secteurs. Le Burundi a également adopté des mesures pour promouvoir la croissance dans le secteur des PME, en améliorant la réglementation et la fiscalité auxquelles sont assujetties les entreprises. Pour sa part, la République dominicaine a mis en place un fonds spécialement destiné à la protection et à la création d'emplois. Elle s'est concentrée en particulier sur le secteur des textiles, notamment dans les zones franches d'exportation, et offre un crédit de 100 dollars pour chaque emploi préservé. Dans l'industrie du tabac, le gouvernement paie 50 pour cent du salaire de certains travailleurs en chômage technique, prend à sa charge les cotisations de retraite et annule certaines dettes. En outre, il prévoit de dépenser 200 millions de dollars pour stimuler la croissance par le biais de la microfinance, et coopère avec les administrations locales à la création d'emplois à forte intensité de main-d'œuvre.
25. Un certain nombre de pays ont cherché à préserver voire à améliorer leurs programmes de protection sociale. Le Nigéria a adapté les subventions qu'il accorde pour l'électricité et le pétrole afin qu'elles profitent à ceux qui en ont le plus besoin. Le Timor-Leste accorde des pensions aux invalides et aux personnes âgées, dont bénéficient environ 70 000 personnes. Il subventionne en outre l'alimentation à l'aide d'un important fonds qui avait été créé pour garantir la sécurité du pays. En République dominicaine, le gouvernement considère

que le renforcement des mesures de sécurité sociale est un élément essentiel de son programme de lutte contre la crise. Il a préservé et renforcé son système de soins de santé pour les personnes gagnant moins de 300 dollars par mois. Le Burundi a décidé de garantir des soins de santé à tous les enfants jusqu'à l'âge de 5 ans et à toutes les femmes enceintes. Le Kenya a quant à lui mis en place une structure prioritairement destinée aux femmes.

26. La République dominicaine a mis sur pied un programme de transferts pour les travailleurs de l'économie informelle, grâce auquel 460 000 foyers, soit environ 2 millions de personnes, ont droit à des transferts en espèces s'ils se soumettent à certaines exigences de protection sociale comme la vaccination et la scolarisation des enfants ou le paiement de cotisations de sécurité sociale. Le gouvernement a également établi un programme pour les personnes en situation de pauvreté extrême, qui prévoit une aide financière pour couvrir les frais de carburant et d'électricité. Cette mesure présente de surcroît l'avantage de favoriser le respect de l'environnement.
27. Les pays représentés à la table ronde ont également fait état des mesures adoptées pour remédier à certains défauts structurels de leur économie. Ainsi, le Nigéria s'efforce de diversifier ses activités pour moins dépendre de sa production de pétrole. Il prévoit notamment de consacrer 2,1 milliards de dollars à la promotion du secteur agroalimentaire et au développement de l'industrie des minéraux solides. Parallèlement, le pays voit la nécessité de restructurer son système éducatif en mettant davantage l'accent sur le développement des compétences. Le Burundi souhaite lui aussi continuer à investir dans l'éducation et la formation. Grâce à l'aide internationale, il exécute actuellement d'importants programmes pour sortir les enfants de la pauvreté et les protéger contre les pires formes de travail des enfants, ainsi que pour réinsérer les anciens combattants et les réfugiés de retour au pays. Le Burundi offre à ces catégories de population le choix entre une scolarité et une formation professionnelle ou une aide à la création d'une petite entreprise. Il conserve la volonté de construire suffisamment d'écoles pour assurer une éducation primaire à tous les enfants du pays, ceci en dépit d'ailleurs de l'assistance du FMI plutôt qu'avec elle.
28. Les investissements dans l'infrastructure se poursuivent. Le Kenya a consacré quelque 140 milliards de shillings kenyans au développement de l'infrastructure, en insistant sur les projets à forte intensité d'emplois; le développement de l'infrastructure est aussi l'une des principales composantes d'un plan en sept points actuellement exécuté au Nigéria. L'Afrique du Sud a constaté qu'investir dans les grandes infrastructures était une mesure anticyclique efficace, d'autant plus que ces investissements ont commencé avant le début de la crise, dans le cadre des travaux destinés à accueillir la Coupe du monde de la FIFA en 2010.
29. L'Afrique du Sud est l'un de plusieurs pays qui ont obtenu de bons résultats, en élaborant ses réponses à la crise par le biais d'institutions et de mécanismes de dialogue social, y compris par l'intermédiaire de son Conseil national de développement économique et de la main-d'œuvre (NEDLAC) qui a des unités distinctes pour les entreprises, la société civile, les pouvoirs publics et les travailleurs. Grâce au dialogue social et au tripartisme, l'Afrique du Sud a pu faire en sorte que là où les suppressions d'emplois étaient inévitables, elles soient mises en œuvre d'une manière aussi responsable que possible, notamment en sélectionnant les travailleurs les plus proches de l'âge de la retraite et en mettant au point des programmes de reconversion professionnelle. La République dominicaine a organisé un sommet pour l'unité nationale à l'intention des représentants des entreprises, de la société civile, des pouvoirs publics et des travailleurs, dans le but de parvenir à un accord commun sur les mesures à prendre pour préserver les emplois et garantir des niveaux de protection sociale adéquats. Le Nigéria, de son côté, a adopté un plan national d'action pour l'emploi et créé un conseil du dialogue social.

Les droits au travail, le dialogue social et la survie des entreprises en temps de crise

30. La quatrième Table ronde du Sommet de l'OIT sur la crise mondiale de l'emploi s'est tenue le 16 juin 2009. M. Paranjy Guha Thakurta était le modérateur. Les participants ont débattu du risque que la crise économique mondiale n'entraîne une dégradation des salaires, des conditions de travail, des normes du travail et des droits au travail. Ils se sont demandé ce que les pays et les mandants tripartites pouvaient faire pour qu'il ne soit pas porté atteinte aux normes du travail et aux conditions de travail pendant la crise. Quels enseignements peut-on tirer de l'utilisation du dialogue tripartite et d'autres mécanismes de consultation pour trouver des solutions efficaces au niveau sectoriel et à celui des entreprises, et quelles mesures spécifiques ayant des résultats positifs ont été mises en œuvre à ce jour?
31. Les participants étaient les suivants: M^{me} Hilda Solis, ministre du Travail, Etats-Unis; M. Wiseman Nkuhlu, président de l'Organisation internationale des employeurs (OIE), Afrique du Sud; M. Michael Sommer, président de la Confédération allemande des syndicats (DGB); M. Carlos Tomada, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Argentine; M^{me} Aisha Abdel Hadi, ministre de la Main-d'œuvre et des Migrations, Egypte; M. Javier Lozano Alarcón, Secrétaire d'Etat au Travail et à la Prévoyance sociale, Mexique.
32. La crise économique et financière mondiale a durement touché tous les pays, mais certains plus que d'autres. M^{me} Solis a fait observer que le taux de chômage dans son pays a atteint un record historique: 9,4 pour cent, et que ce taux est encore plus élevé parmi les communautés de couleur. M. Tomada et M. Alarcón ont indiqué que les précédentes crises financières en Argentine et au Mexique ont préparé leurs pays à répondre avec plus d'efficacité à la crise actuelle. La réponse réside dans des fondements solides – dialogue social, tripartisme et démocratie. Rappelant que la capacité et les ressources dont disposent les pays pour atténuer l'impact de la crise de l'emploi varient dans une proportion énorme selon qu'il s'agit de pays en développement ou de pays développés, M^{me} Abdel Hadi en a appelé à la solidarité internationale et au renforcement de l'assistance en faveur des pays comme l'Egypte, où la crise frappe plus cruellement encore les femmes, les jeunes et les travailleurs migrants.
33. Les participants se sont félicités du Pacte mondial pour l'emploi. Dans l'ensemble, les pays appliquent des remèdes classiques pour essayer de sortir de la crise, notamment, et sans s'y limiter: a) des politiques actives du marché du travail, consistant notamment à stimuler les services de l'emploi et à mettre en place des programmes exceptionnels de soutien de l'emploi; b) des mesures de relance de l'économie – appui aux industries en difficulté comme l'industrie automobile, offre de crédit abordable aux petites et moyennes entreprises, investissement dans des projets d'infrastructure et des emplois verts afin de stimuler la croissance et la création d'emplois; c) efforts visant à renforcer la protection sociale tout en encourageant la consommation, par exemple, en étendant des prestations sociales à de nouveaux bénéficiaires, en dotant les régimes d'assurance-chômage de ressources supplémentaires et en opérant des transferts de revenu ou autres formes d'aide ciblée en faveur des groupes les plus vulnérables.
34. Toutefois, les mesures intérieures, à elles seules, ne suffiront pas à atténuer l'impact de la crise mondiale. Le protectionnisme n'est pas une option. Chacun des participants a souligné la nécessité de relancer l'économie mondiale sans pour autant négliger les questions économiques et sociales. Il est indispensable d'assurer la coopération internationale et de coordonner les politiques avec la Banque mondiale et le FMI. Les pays doivent partager leurs bonnes pratiques et leur expérience par le biais de biens publics mondiaux, comme un portail sur le Web et les outils fournis par le BIT.

-
35. La crise économique mondiale offre une occasion importante de corriger les défaillances systémiques du marché et de raffermir les systèmes de gouvernance, la réglementation, la responsabilisation, la transparence et la surveillance démocratique. Le président de l'OIE a plaidé en faveur d'une approche plus équilibrée qui associe travailleurs, entreprises et gouvernements, pour qu'ensemble ils élaborent des ripostes nationales et internationales à la crise, ainsi que des stratégies durables de développement national pour l'avenir. D'autres crises surviendront, comme l'a dit le président de la DGB, M. Sommer, d'autres crises dues au réchauffement climatique ou à la pauvreté et, comme pour la crise actuelle de l'emploi, ce n'est qu'en travaillant ensemble que l'on trouvera des solutions.
36. La flexibilité est nécessaire, mais on ne saurait revenir sur les droits individuels et collectifs des travailleurs. Tout le monde reconnaît que le respect des droits de l'homme, de l'environnement et des normes internationales du travail ne doit pas être une excuse pour abaisser les normes et détruire des emplois, a dit M. Tomada. M^{me} Solis a déclaré que la restructuration du ministère du Travail des Etats-Unis est en cours et que 670 nouveaux inspecteurs veilleront à ce que la santé et la sécurité des travailleurs soient protégées et à ce que l'on ne tolère plus l'exploitation des travailleurs. M^{me} Abdel Hadi est convenue que les travailleurs doivent être protégés et qu'il faut appliquer les normes.
37. Tous les participants ont souligné la nécessité d'investir dans l'être humain, de mettre les femmes et les hommes au cœur des politiques en période de crise. Partout dans le monde, il importe que les Etats placent l'individu au centre des décisions, a dit M. Alarcón, soulignant que la pandémie de grippe avait mis en évidence l'importance de la santé pour l'économie. M^{me} Solis et M^{me} Abdel Hadi ont à leur tour parlé de l'importance de l'éducation, des qualifications et de la formation des jeunes, femmes et hommes, pour préparer les travailleurs de la nouvelle génération. M. Tomada a mentionné les risques liés à l'expansion du secteur informel et le danger qui pèse sur une société où les femmes et les jeunes n'ont pas d'accès au marché du travail et ne bénéficient pas de l'égalité des chances.
38. La crise ne marque pas la fin de la mondialisation, a dit le président de l'OIE, mais offre la possibilité de lui donner une orientation plus sociale. Priorité a été donnée à ce jour aux forces du marché et aux intérêts des investisseurs, a-t-il ajouté, mais aujourd'hui il faut trouver un équilibre avec les intérêts de l'économie réelle et de la société dans son ensemble. Tous les participants ont souligné la nécessité de créer des emplois, de l'emploi productif et du travail décent, et le président de l'OIE a mis en lumière l'importance des outils et des instruments que l'OIT et ses mandants tripartites ont élaborés pour la création d'entreprises durables.
39. L'OIT devrait participer aux négociations du G20, a dit M. Tomada, non seulement en raison de sa structure tripartite unique, mais aussi parce qu'elle représente l'économie réelle construite par les employeurs et les travailleurs du monde entier, jour après jour. Le ministre a exprimé l'espoir que M^{me} Solis pourra assurer la participation de l'OIT au prochain Sommet du G20, qui se tiendra en septembre aux Etats-Unis. M^{me} Abdel Hadi a souligné que les dirigeants du G20 ne doivent pas perdre de vue la dimension sociale de la crise économique et financière, et le président de la DGB s'est montré très dubitatif quant à la sincérité de la promesse faite par les pays du G20 de mettre l'accent sur l'emploi et le travail décent au cas où l'OIT et ses mandants ne seraient pas représentés.
40. Les débats ont mis en lumière le rôle fondamental que le dialogue social peut jouer pour remédier aux problèmes du système économique et financier mondial. Il ne s'agit pas seulement d'un problème de système, a dit M. Tomada, il faut aussi se garder des idées mauvaises. Les solutions pour l'avenir doivent être recherchées ensemble, a dit le président de la DGB, de manière que la priorité soit accordée à nos valeurs communes et aux droits des travailleurs. Le dialogue social ne peut plus se limiter à des consultations ad hoc, a dit avec insistance le président de l'OIE, il faut l'institutionnaliser. Le dialogue continu avec

les travailleurs et les employeurs doit désormais être au centre de la création d'entreprises durables et de l'élaboration des politiques. Le dialogue social est fondamental, a dit M^{me} Abdel Hadi, il a aidé l'Egypte à obtenir des résultats positifs. Le dialogue social réel, a ajouté M. Alarcón, a réuni les partenaires sociaux en tant qu'alliés, non en tant qu'ennemis. Il faut promouvoir le tripartisme dans toutes nos institutions. M^{me} Solis a déclaré qu'elle appuie la négociation collective, et ses remarques finales témoignent de son ouverture au dialogue social: «Je suis ici en tant que représentante de la nouvelle administration – nous n'essayons pas d'imposer nos vues – nous sommes ici pour écouter et pour apprendre.»

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
<i>Sommet de l'OIT sur la crise mondiale de l'emploi (15-17 juin 2009)</i>	
Synthèse des débats des tables rondes.....	1
La coordination mondiale et régionale face à la crise de l'emploi	1
La coordination, la coopération en faveur du développement et la crise mondiale de l'emploi	3
La gestion des agendas nationaux en matière d'emploi en temps de crise	6
Les droits au travail, le dialogue social et la survie des entreprises en temps de crise	9